



17 avril 2026

CEPEJ-GT-QUAL(2026)5

**COMMISSION EUROPÉENNE POUR L'EFFICACITÉ DE LA JUSTICE
(CEPEJ)**

Groupe de travail sur la qualité de la justice (CEPEJ-GT-QUAL)

40^eréunion, 13-14 avril 2026
Copenhague, Danemark

Réunion hybride

RAPPORT DE RÉUNION

1. Introduction

1. Le Groupe de travail sur la qualité de la justice (CEPEJ-GT-QUAL) de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) a tenu sa 40^{ème} réunion à Copenhague, au Danemark, les 13 et 14 avril 2026, à l'invitation de l'Administration judiciaire danoise (Domstolsstyrelsen) et de Merethe ECKHARDT, sa directrice du développement au Centre pour le droit, la formation et la communication.
2. La réunion a été ouverte par Francesco Depasquale (Malte), président de la CEPEJ. L'ordre du jour et la liste des participants figurent respectivement aux annexes I et II du présent rapport.
3. João ARSENIO DE OLIVEIRA (Portugal) a été réélu président du CEPEJ-GT-QUAL pour la durée de son nouveau mandat (2026-2027). Le groupe de travail est également composé de Gilles ACCOMANDO (France), Luc ALTMAN (Royaume-Uni), Wim DAVID (Belgique), Stergios KOFINIS (Grèce) et Marta KOŻUCHOWSKA WARYWODA (Pologne).
4. Le groupe de travail prend note du programme d'activités 2026-2027 et du plan d'action 2026-2029.

2. L'interprétation dans les procédures judiciaires

5. Le groupe de travail examine le projet d'outil sur l'interprétation dans les procédures judiciaires (CEPEJ-GT-QUAL(2026)1), présenté par la professeure Mira Kadrić (en ligne). Le groupe remercie l'experte pour le projet révisé, qui tient compte des commentaires précédents, y compris ceux du CEPEJ-GT-CYBERJUST.
6. Le groupe de travail salue la structure du document, en particulier l'inclusion de conseils pratiques à l'intention des professionnels de la justice sur la manière de travailler avec les interprètes. Il note que le projet va dans la bonne direction mais reste encore un peu trop détaillé. Les membres du CEPEJ-GT-QUAL suggèrent d'améliorer la structure en plaçant les lignes directrices au début du document, suivies d'explications plus succinctes. L'accent mis sur les outils d'intelligence artificielle (IA) devrait être renforcé, tout en conservant l'approche « humaine » décidée par le groupe de travail lors du lancement de ces travaux.
7. Le document n'est pas adopté à ce stade. Il est convenu qu'une version révisée sera soumise d'ici la mi-mai 2026 ; une réunion en ligne se tiendra le 3 juin 2026 pour poursuivre les discussions.

3. Révision de la méthodologie des enquêtes de satisfaction

8. Le groupe de travail prend note de la présentation de Luc Altman sur les enquêtes en cours au Royaume-Uni. Il examine ensuite les propositions de révision du manuel de la CEPEJ sur les enquêtes de satisfaction, présentées par Luigi Cipollini (en ligne) (CEPEJ-GT-QUAL(2026)2).
9. Le groupe identifie plusieurs lacunes dans le manuel actuel, notamment : des conseils pratiques insuffisants sur la conduite des enquêtes ; un soutien limité en matière de collecte de données, d'organisation du travail sur le terrain et d'analyse des données ; des liens faibles entre les résultats des enquêtes et les améliorations concrètes ; un manque de clarté concernant les aspects techniques.
10. Le groupe de travail approuve la structure à deux niveaux proposée, composée d'un manuel de base concis énonçant les principes clés et d'un ensemble de modules techniques thématiques fournissant des conseils pratiques.
11. Les membres soulignent que les tribunaux manquent souvent de capacités pour mener des enquêtes complexes et ont besoin d'outils pratiques et conviviaux. L'importance des outils numériques (par exemple, les codes QR, les demandes de retour d'information automatisées) est mise en avant.
12. Le groupe convient de la nécessité de : mettre à jour le manuel ; élaborer des modules d'orientation pratique ; étudier la mise au point d'un outil informatique destiné à aider les tribunaux à mener des enquêtes.

4. Charte visant à promouvoir la confiance des utilisateurs et une justice centrée sur l'humain

13. Le groupe de travail examine l'élaboration d'une charte visant à promouvoir la confiance des usagers et une justice centrée sur l'humain dans un environnement de plus en plus

numérisé. Le groupe convient que ce document devrait constituer un instrument de haut niveau, marquant une étape importante et fondé sur des principes clés.

14. Il est proposé que la Charte comprenne un ensemble de principes fondamentaux tirés des outils existants de la CEPEJ et des normes du Conseil de l'Europe, et qu'elle soit complétée par des notes explicatives et, éventuellement, des exemples concrets.
15. Le groupe de travail convient de commencer par identifier et sélectionner les principes les plus pertinents parmi les outils existants ; d'organiser le travail par étapes, en commençant par les principes, puis en élaborant des orientations pratiques. Il est également suggéré d'organiser d'autres séances de réflexion avec des contributeurs externes.
16. Une réunion en ligne en petit comité sera organisée le 19 mai 2026 afin d'identifier les principes clés et de répartir le travail entre les membres du CEPEJ-GT-QUAL.

5. Durabilité environnementale

17. Le groupe de travail prend note des informations fournies par Merethe Eckhardt (Danemark) concernant l'atelier organisé lors de la réunion des tribunaux pilotes (mars 2026).
18. Le Groupe reconnaît l'importance croissante de la durabilité environnementale dans le secteur de la justice, mais note la difficulté d'identifier les aspects spécifiques à la justice. Il est convenu que la CEPEJ devrait dans un premier temps se concentrer sur la sensibilisation au sein du pouvoir judiciaire.
19. Le groupe de travail soutient l'idée d'élaborer un recueil de bonnes pratiques et, éventuellement, à un stade ultérieur, une liste de contrôle et/ou des indicateurs.
20. Le Secrétariat est invité à préparer un questionnaire à l'intention des États membres et des tribunaux pilotes. Merethe Eckhardt (Danemark) est chargée par le groupe de travail de suivre ce travail avec le Secrétariat.

6. Révision des lignes directrices sur le rôle des experts désignés par les tribunaux

21. Le groupe de travail discute de la marche à suivre concernant la révision des Lignes directrices sur le rôle des experts désignés par les tribunaux dans les procédures judiciaires des États membres du Conseil de l'Europe (12/2014), sur la base de la proposition de l'Institut européen d'expertise et d'experts (EEEI).
22. Le groupe convient qu'une révision complète est nécessaire, plutôt qu'une simple mise à jour. Il décide d'élargir le champ d'application pour couvrir l'expertise judiciaire de manière plus générale ; de se concentrer dans un premier temps sur les procédures civiles et administratives ; et d'aborder des questions telles que l'indépendance, l'efficacité, les coûts et l'utilisation de l'IA.
23. L'importance de désigner un expert externe et d'impliquer diverses parties prenantes (juges, avocats, experts, personnel judiciaire) est soulignée, ainsi qu'une coopération étroite avec l'EEEI dans ce processus.

7. Élaboration d'indicateurs sur la qualité de la justice

24. Le groupe de travail prend note des résultats de l'atelier organisé avec des tribunaux pilotes en coopération avec le CEPEJ-GT-EVAL sur l'élaboration d'un indicateur de la qualité de la justice.
25. Il reconnaît la complexité de la mesure de la qualité de la justice, étant donné qu'il s'agit d'un concept large, incluant l'accessibilité, l'équité des procédures, la clarté des décisions, la rapidité, etc.
26. Le groupe de travail souligne la difficulté de traduire des aspects qualitatifs en indicateurs mesurables et exprime des points de vue divergents quant à la faisabilité de l'élaboration d'un indicateur unique.
27. Il est suggéré d'étudier la possibilité d'élaborer des indices plutôt que des indicateurs ; et/ou éventuellement de restreindre le champ d'application à une perspective centrée sur l'utilisateur ou à des pratiques innovantes comme point de départ.
28. Le Groupe convient de la nécessité de poursuivre les discussions. Ce point sera abordé lors de la réunion conjointe des présidents du CEPEJ-GT-QUAL et du CEPEJ-GT-EVAL.

8. Outils sur la médiation

29. Le groupe de travail examine les priorités pour l'élaboration d'outils sur la médiation, sur la base de la note conceptuelle présentée par Maria OLIVEIRA (Portugal), experte scientifique (CEPEJ-GT-QUAL(2026)3).
30. Il convient de se concentrer sur : 1/ la justice réparatrice, en vue d'élaborer de nouvelles lignes directrices pour soutenir la mise en œuvre de la recommandation CM/Rec(2018)8 relative à la justice réparatrice en matière pénale et d'explorer une coopération avec le Forum européen pour la justice réparatrice à cet égard ; 2/ le renforcement des outils liés à la médiation familiale, y compris d'éventuels volets de formation ; 3/ l'amélioration de la collecte de données sur la médiation.
31. Le groupe de travail souligne le manque de données fiables et la nécessité de coopérer avec le groupe de travail CEPEJ-GT-EVAL à cet égard. Ce point sera abordé lors de la réunion conjointe des présidents des groupes de travail CEPEJ-GT-QUAL et CEPEJ-GT-EVAL.

9. Travaux conjoints avec d'autres groupes de travail de la CEPEJ : améliorer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée au sein de la magistrature

32. Le groupe de travail prend note des informations fournies par Stergios KOFINIS (Grèce) sur les travaux conjoints en cours. Il note que le projet était actuellement en cours d'examen et qu'une attention particulière était accordée aux spécificités des professions judiciaires.

10. Divers

33. Le groupe de travail convient que sa prochaine réunion se tiendrait les 19 et 20 octobre 2026, à Strasbourg ou, possiblement à Paris.

Annexe 1

PROJET D'ORDRE DU JOUR

Ouverture de la réunion

1.
 - a. Nomination du président du groupe de travail
 - b. Présentation des membres et des experts scientifiques du groupe de travail
 - c. Adoption de l'ordre du jour

[PROGRAMME D'ACTIVÉTÉS 2026-2027](#)

[PLAN D'ACTION 2026-2029](#)

L'interprétation dans les procédures judiciaires

2.
 - Discussion sur le projet d'outil relatif à l'interprétation dans les procédures judiciaires

Experte en charge : Prof. Mira Kadrić, professeure d'études d'interprétation et de didactique de la traduction, Centre d'études de traduction, Université de Vienne (Autriche) – en ligne

DOCUMENT DE TRAVAIL

Projet d'outil sur l'interprétation dans les procédures judiciaires
CEPEJ-GT-QUAL(2026)1

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Note conceptuelle sur la traduction et l'interprétation dans les procédures judiciaires et les dossiers judiciaires
CEPEJ-GT-QUAL(2023)7

Révision de la méthodologie des enquêtes de satisfaction

3.
 - Présentation des enquêtes en cours au Royaume-Uni
Membre en charge : Luc Altman, Royaume-Uni
 - Discussion sur la révision de la méthodologie des enquêtes de satisfaction
Expert en charge : Luigi Cipollini (Italie) - en ligne
 - Discussion sur le développement d'un outil informatique pour la réalisation d'enquêtes de satisfaction.

DOCUMENT DE TRAVAIL

Propositions avancées pour la révision du manuel sur les enquêtes de satisfaction
CEPEJ-GT-QUAL(2026)2

DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

[Manuel pour la réalisation d'enquêtes de satisfaction destinées aux justiciables dans les États membres du Conseil de l'Europe](#) (12/2016)

Propositions de révision du manuel sur les enquêtes de satisfaction
CEPEJ-GT-QUAL(2025)11

		Projet de conclusions et propositions de recommandations pour la révision de la méthodologie des enquêtes de satisfaction CEPEJ-GT-QUAL(2025)4
		Analyse de la mise en œuvre du manuel de la CEPEJ sur les enquêtes de satisfaction des justiciables – Méthodologie CEPEJ-GT-QUAL(2024)6
4.	Charte pour promouvoir la confiance des justiciables et une justice centrée sur l’humain afin de garantir des systèmes judiciaires accessibles, équitables et transparents dans un environnement de plus en plus numérisé - Discussion sur la voie à suivre et la méthode de travail	DOCUMENT DE TRAVAIL Note conceptuelle sur la charte relative à l’humanisation CEPEJ-GT-QUAL(2026)4
5.	Durabilité environnementale - Point d’information sur l’atelier organisé lors de la réunion des tribunaux pilotes et perspectives d’avenir <i>Experte en charge : Merethe Eckhardt (Danemark)</i>	DOCUMENT DE RÉFÉRENCE Note conceptuelle sur la durabilité au sein des tribunaux et de l’administration judiciaire CEPEJ-GT-QUAL(2023)6
6.	Examen des lignes directrices sur le rôle des experts désignés par les tribunaux dans les procédures judiciaires des États membres du Conseil de l’Europe - Discussion sur la voie à suivre et la méthode de travail <i>Experts en charge : Priscilla Pisani et Jean Raymond Lemaire (en ligne), représentants de l’EEEI</i>	DOCUMENT DE RÉFÉRENCE Proposition de révision des lignes directrices pour les experts par l’EEEI Lignes directrices sur le rôle des experts désignés par les tribunaux dans les procédures judiciaires des États membres du Conseil de l’Europe (12/2014)

Élaboration éventuelle d'indicateurs et/ou d'indices permettant de mesurer la qualité de la justice

DOCUMENT
RÉFÉRENCE

DE

7. - Note d'information sur l'atelier organisé lors de la réunion des tribunaux pilotes et perspectives futures

Indicateurs de la qualité de la justice – note de discussion préparée pour la réunion des tribunaux pilotes de la CEPEJ

Experte en charge : Merethe Eckhardt (Danemark)

Outils de médiation

8. - Discussion sur le ou les outils à sélectionner pour ce mandat, la voie à suivre et la méthode de travail

DOCUMENT DE TRAVAIL

Médiation – note conceptuelle
CEPEJ-GT-QUAL(2026)3

Experte en charge : Maria Oliveira (Portugal)

Travaux conjoints avec d'autres groupes de travail de la CEPEJ sur l'amélioration de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée au sein de la magistrature

9. - Point d'information

Membre responsable : Stergios Kofinis (Grèce)

10. **Questions diverses**
-

Annexe 2 LISTE DES PARTICIPANTS

Membres

Gilles ACCOMANDO, magistrat, directeur de l'École de formation du barreau de la cour d'appel de Paris, FRANCE

Luc ALTMAN, Head of Insight, ministère de la Justice, ROYAUME-UNI

Joao ARSENIO DE OLIVEIRA, Chef du Département des affaires internationales, Direction générale de la politique judiciaire - ministère de la Justice, Lisbonne, PORTUGAL

Wim DAVID, juge à la Cour d'appel, Bruxelles, BELGIQUE

Stergios KOFINIS, juge administratif au tribunal administratif de première instance de Thessalonique, GRÈCE

Marta KOŻUCHOWSKA WARYWODA, juge, directrice du département des ressources humaines, ministère de la Justice, POLOGNE

PRÉSIDENT DE LA CEPEJ

Francesco DEPASQUALE, The Honourable Mr Justice, Superior Courts, La Valette, MALTE

EXPERTS SCIENTIFIQUES

Maria OLIVEIRA, avocate et médiatrice, PORTUGAL

Merethe ECKHARDT, directrice du développement, Administration judiciaire danoise, Centre pour le droit, la formation et la communication, Copenhague, DANEMARK

Cristina LORENZO PEREZ, Conseillère en matière de transformation numérique de l'administration de la justice, Ministère de la Justice, Madrid, ESPAGNE

MEMBRES SUPPLÉANTS DU GROUPE DE TRAVAIL

Yetkin ERGÜN, juge, ministère de la Justice, TURQUIE (excusé)

Audun HOGNES BERG, Département des affaires juridiques, Administration des tribunaux ? NORVEGE (excusé)

EXPERTS INVITÉS / EXPERTS INVITÉS

Mira KADRIĆ, professeure d'études d'interprétation et de didactique de la traduction, Centre d'études de traduction, Université de Vienne, AUTRICHE (en ligne)

Luigi CIPOLLINI, Statisticien, ITALIE (en ligne)

OBSERVATEURS / OBSERVATEURS

CONSEIL DES NOTARIATS DE L'UNION EUROPÉENNE (CNUE)

Jens MOLDENHAUER, avocat et notaire, vice-président de la Chambre des notaires, Kassel, ALLEMAGNE

INSTITUT EUROPÉEN DE L'EXPERTISE ET DE L'EXPERT (EEEE)

Jean-Raymond LEMAIRE, Président fondateur et honoraire de l'EEEE, Expert près la Cour d'appel de Versailles - agréé par la Cour de cassation, FRANCE (en ligne)

Priscilla PISANI, Vice-présidente, ITALY

UNION INTERNATIONALE DES HUISSIERS DE JUSTICE ET OFFICIERS JUDICIAIRES (UIHJ)

Mathieu CHARDON, ancien premier vice-président, FRANCE

UNION EUROPÉENNE DES GREFFIERS DE JUSTICE ET RECHTSPFLEGER (EUR)

Jean-Jacques KUSTER, président honoraire, FRANCE (en ligne)

SECRÉTARIAT

DGI - Droits de l'Homme et État de droit, Division pour l'indépendance et l'efficacité de la justice
/

DGI - Droits de l'Homme et État de droit, Division pour l'indépendance et l'efficacité de la justice

E-mail : cepej@coe.int

Muriel DECOT, Secrétaire exécutive de la CEPEJ, e-mail : muriel.decot@coe.int

Clémence BOUQUEMONT, Secrétaire du GT-QUAL de la CEPEJ, e-mail : clemence.bouquemont@coe.int

Marie Laure AMANDJA, stagiaire à la CEPEJ

Yann-Erwin SCHAMSCHULA, stagiaire à la CEPEJ